



RCS : BOBIGNY
Code greffe : 9301

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BOBIGNY atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1995 B 00958
Numéro SIREN : 399 292 994
Nom ou dénomination : KOOKAI

Ce dépôt a été enregistré le 20/01/2017 sous le numéro de dépôt 711

711

KOOKAI

Société par Actions Simplifiée

6/10 boulevard Foch
93800 Epinay-sur-Seine

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2016



KOOKAI

Société par Actions Simplifiée

6/10 boulevard Foch
93800 Epinay-sur-Seine

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2016

A l'Associé Unique,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 août 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société KOOKAI, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Application du principe de continuité de l'exploitation » de la note 2 de l'annexe aux comptes qui expose le contexte dans lequel les comptes annuels ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation. ».

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 2 « Changement d'estimation » de l'annexe expose le changement d'estimation survenu au cours de l'exercice relatif au calcul de la dépréciation des stocks.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié de ce changement d'estimation et des informations fournies dans l'annexe et nous nous sommes assurés de sa correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés à l'Associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Neuilly-sur-Seine, le 6 décembre 2016

Le Commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Bénédicte SABADIE

BILAN - ACTIF		Exercice N				N-1 (*)			
		Brut	Amortiss. prov.	Net	Net				
ACTIF IMMOBILISÉ	Capital souscrit non appelé (I)	AA							
	Frais d'établissement	AB	AC						
	Frais de développement	CA	CQ						
	Concessions, brevets et droits similaires	AF	AG	6 122 639,57	275 968,30	226 089,49			
	Fonds commercial (1)	AH	AI	9 446 900,85	27 595 793,07	37 984 122,48			
	Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK		22 500,00	22 500,00			
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL	AM		3 234,00	3 234,00			
	TOTAL immobilisations incorporelles			15 569 540,42	27 897 483,37	38 235 945,97			
	Terrains	AN	AO						
	Constructions	AP	AQ	13 852 490,40	2 132 821,79	2 997 858,81			
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	AS	494 676,54	4 803,37	19 592,82			
	Autres immobilisations corporelles	AT	AU	8 862 845,30	399 182,54	873 972,75			
	Immobilisations en cours	AV	AW		0,84	0,84			
	Avances et acomptes	AX	AY			-0,01			
	TOTAL immobilisations corporelles			23 210 012,24	2 536 808,54	3 891 425,21			
	Participations évaluées selon la méthode de mise en équival...	CN	CT						
	Autres participations	CU	CV	25 000,00	68 586,81	477 586,81			
	Créances rattachées à des participations	BB	BU						
	Autres titres immobilisés	BD	BF						
	Prêts	BE	BG		2 500,00	2 511,30			
	Autres immobilisations financières	BH	BI		1 562 437,52	1 653 084,93			
	TOTAL immobilisations financières			25 000,00	1 633 524,33	2 133 183,04			
TOTAL (II)		IJ	IK	38 804 552,66	32 067 816,24	44 260 554,22			
ACTIF CIRCULANT	Matières premières, approvisionnements	BL	BM			-0,01			
	En cours de production de biens	BN	BO						
	En cours de production de services	BP	BQ						
	Produits intermédiaires et finis	BR	BS						
	Marchandises	BT	BU	2 264 725,00	9 909 007,79	13 447 309,14			
	TOTAL Stocks			2 264 725,00	9 909 007,79	13 447 309,13			
	Avances et acomptes versés sur commandes	BV	BW		82 558,80	94 803,79			
	Clients et comptes rattachés (3)	BX	BY	368 843,45	3 561 287,57	3 794 281,18			
	Autres créances (3)	BZ	CA	867 752,37	7 322 446,17	7 848 869,89			
	Capital souscrit et appelé, non versé	CB	CU						
	TOTAL Créances			1 236 595,82	10 883 733,74	11 643 151,07			
	Valeurs mobilières de placement Dont actions propres :	CD	CE						
Disponibilités	CF	CG		1 920 252,15	190 532,83				
TOTAL Trésorerie				1 920 252,15	190 532,83				
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance (3)	CH	CI		796 814,23	1 031 842,84			
	TOTAL (III)	CJ	CK	3 501 320,82	23 592 366,71	26 407 639,66			
	Frais d'émission d'emprunt à évaluer (IV)	CW							
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM							
	Ecart de conversion actif (VI)	CN							
	TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CI	IA	42 305 873,48	55 660 182,95	70 668 193,88			
	Renvois :	(1) Dont droit au bail :		25 786 097,47	(2) Part à moins d'1 an des immobilisations financières		1 564 937,52	(3) Part à plus d'1 an :	
Clause de réserve de propriété :		Immobilisations :		Stocks :		Créances :			

BILAN - PASSIF				Exercice N	Exercice N-1 (*)
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)	(Dont versé : 15 778 194,00)	DA	15 778 194,00	45 809 338,20
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		DB	35 157,60	35 157,60
	Ecart de réévaluation (2)	(Dont écart d'équivalence : FK)	DC		
	Réserve légale (3)		DD	1 174 310,94	1 174 310,94
	Réserves statutaires ou contractuelles		DE		
	Réserves réglementées	(Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours : BI)	DI	4 967 165,13	4 967 164,65
	Autres réserves	(Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants : FJ)	DG		
	TOTAL réserves			6 141 476,07	6 141 475,59
	Report à nouveau		DH	0,10	0,10
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		DI	-20 697 253,99	-30 031 143,72
	Subventions d'investissement		DJ		
Capitaux à long terme	Provisions réglementées		DK	405 727,63	486 283,09
	TOTAL (I)		DL	1 663 301,41	22 441 110,88
	Produit des émissions de titres participatifs		DM		
Provisions pour risques et charges	Avances conditionnées		DN		
	TOTAL (II)		DO		
	Provisions pour risques		DP	2 596 714,37	4 662 656,29
DETTES (4)	Provisions pour charges		DQ	192 669,92	187 306,92
	TOTAL (III)		DR	2 789 384,29	4 849 963,21
	Emprunts obligataires convertibles		DS		
	Autres emprunts obligataires		DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)		DU	9 150,00	9 650,00
	Emprunts et dettes financières divers	(Dont emprunts participatifs : EI 336 893,82)	DV	34 207 847,68	17 896 243,58
	TOTAL dettes financières			34 216 997,68	17 905 893,58
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		DW		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		DX	8 782 612,52	14 612 091,99
	Dettes fiscales et sociales		DY	3 768 669,87	4 138 089,62
REVENUS	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		DZ	329 204,57	168 277,51
	Autres dettes		EA	4 110 012,61	6 552 767,11
	TOTAL dettes d'exploitation			16 990 499,57	25 471 226,23
	Produits constatés d'avance (4)		EB		
	TOTAL (IV)		EC	51 207 497,25	43 377 119,81
	Ecart de conversion passif (V)		ED		
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)		EE	55 660 182,95	70 668 193,88
	(1) Ecart de réévaluation incorporé au capital		EB		
	Réserve spéciale de réévaluation (1959)		EC		
	(2) Dont : Ecart de réévaluation libre		ED		
	Réserve de réévaluation (1976)		EE		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme		EF		
	(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		EG	17 499 529,46	25 905 215,33
	(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banque		EH		

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice N				Total	Exercice N-1 (*)		
		France		Exportation					
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	FA	52 265 825,92	FB	6 880 102,97	FC	61 088 012,69	70 996 096,95	
	Biens	FD	10 535,46	FE		FF	10 535,46	16 057,72	
	Production vendue	FG	1 254 836,88	FH	67 916,20	FI	1 322 753,08	1 499 750,72	
	Services								
	Chiffres d'affaires nets	FJ	43 531 198,26	FK	6 880 102,97	FL	62 421 301,23	72 511 905,39	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Production stockée					FM			
	Production immobilisée					FN			
	Subventions d'exploitation					FO	48 937,18	80 979,52	
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges ...					FP	6 939 462,82	3 489 785,81	
	Autres produits (1) (11)					FQ	2 150 646,35	2 609 407,02	
	Total des produits d'exploitation (2) (I)					FR	71 560 347,58	78 692 077,74	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)					FS	30 204 272,43	36 270 469,28	
	Variation de stock (marchandises)					FT	4 180 618,65	8 374 395,23	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y co...					FU	3 468,65	40 577,51	
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)					FV		229 081,35	
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)					FW	21 952 176,95	22 795 218,79	
	Impôts, taxes et versements assimilés					FX	1 424 151,76	1 458 067,72	
	Salaires et traitements					FY	12 381 759,73	14 257 811,69	
	Charges sociales (10)					FZ	4 584 193,36	5 341 809,15	
	Sur dotations aux amortissem...					GA	1 581 260,38	2 435 070,57	
	Dotations immobilisations dotations aux provisions					GB			
	Sur actif circulant : dotations aux provisions					GC	1 317 339,73	2 883 570,42	
	Pour risques et charges : dotations aux provisi...					GD	465 338,13	512 101,56	
	Autres charges (12)					GE	1 468 745,38	494 109,30	
	Total des charges d'exploitation (4) (II)					GF	79 563 325,15	95 082 282,57	
								GG	-8 002 977,57
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)									
Opérations exceptionnelles	Bénéfice attribué ou perte transférée								(III)
	Perte supportée ou bénéfice transféré								(IV)
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ			
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immo...					GK		13,44	
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	59 521,23	7 325,80	
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM			
	Différences positives de change					GN	185 449,74	72 134,81	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO			
	Total des produits financiers (V)					GP	244 970,97	79 474,05	
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions					GQ	39 950,00	7 617,00	
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	1 674 003,33	2 684 625,45	
	Différences négatives de change					GS	122 334,67	31 516,78	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT			
	Total des charges financières (VI)					GU	1 836 288,00	2 723 759,23	
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)							GV	-1 591 317,03	-2 644 285,18
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III + IV + V - VI)							GW	-8 594 294,60	-19 044 490,01

COMPTE DE RESULTAT (SUITE)			Exercice N	Exercice N-1 (*)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	6 968,00	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	HB	4 298 803,41	2 232 000,00
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC	6 162 390,93	6 649 973,11
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	10 468 162,34	8 881 973,11
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	6 534 990,74	4 737 178,18
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	HF	8 831 599,82	6 635 042,15
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG	6 705 903,54	9 236 037,21
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	22 072 494,10	20 608 257,54
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)			II	-11 604 331,76
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)			IJ	87 005,35
Impôts sur les bénéfices (X)			IK	-588 377,72
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)			II	82 273 480,89
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)			II	102 970 734,88
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)			II	-20 697 253,99
RENOIS	(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	II		
	(2) Dont -produits de locations immobilières	II		
	(2) Dont -produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (...)	II		
	(3) Dont -Crédit-bail mobilier	II		
	(3) Dont -Crédit-bail immobilier	II		
	(4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	II		
	(5) Dont produits concernant les entreprises liées	II	2 922,00	5 957,00
	(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées	II	1 285 237,78	2 294 152,67
	(6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)	II		
	(9) Dont transferts de charges	A	4 597 411,25	503 790,68
	(10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A		
	(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A	1 992 076,56	2 070 479,53
	(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A		7 138,16
	(13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles - facultatives (...)			

KOOKAI S.A.
au 31 août 2016

**ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS
DE L'EXERCICE
DU 1er SEPTEMBRE 2015 AU 31 AOUT 2016**

KOOKAI S.A.
6/10 Boulevard Foch
93800 EPINAY SUR SEINE
N° SIRET : 399 292 994 01872

Sommaire

<u>1.</u>	<u>FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....</u>	<u>3</u>
<u>2.</u>	<u>RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES.....</u>	<u>3</u>
<u>3.</u>	<u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....</u>	<u>4</u>
<u>4.</u>	<u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES.....</u>	<u>4</u>
<u>5.</u>	<u>DEPRECIATION D'ACTIFS IMMOBILISES.....</u>	<u>5</u>
<u>6.</u>	<u>AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES.....</u>	<u>6</u>
<u>7.</u>	<u>IMMOBILISATIONS EN CREDIT BAIL.....</u>	<u>7</u>
<u>8.</u>	<u>IMMOBILISATIONS FINANCIERES.....</u>	<u>7</u>
<u>9.</u>	<u>IMMOBILISATIONS MOUVEMENTS DE L'EXERCICE.....</u>	<u>9</u>
<u>10.</u>	<u>STOCKS.....</u>	<u>10</u>
<u>11.</u>	<u>OPERATIONS EN DEVISES.....</u>	<u>11</u>
<u>12.</u>	<u>CREANCES.....</u>	<u>11</u>
<u>13.</u>	<u>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE.....</u>	<u>12</u>
<u>14.</u>	<u>VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT.....</u>	<u>12</u>
<u>15.</u>	<u>CAPITAL SOCIAL.....</u>	<u>13</u>
<u>16.</u>	<u>PROVISIONS.....</u>	<u>14</u>
<u>17.</u>	<u>EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES.....</u>	<u>16</u>
<u>18.</u>	<u>DETTES D'EXPLOITATION ET DIVERS.....</u>	<u>16</u>
<u>19.</u>	<u>PRODUITS DES ACTIVITES COURANTES.....</u>	<u>18</u>
<u>20.</u>	<u>PERSONNEL.....</u>	<u>19</u>
<u>21.</u>	<u>RESULTAT FINANCIER.....</u>	<u>19</u>
<u>22.</u>	<u>RESULTAT EXCEPTIONNEL.....</u>	<u>20</u>
<u>23.</u>	<u>CONSOLIDATION.....</u>	<u>20</u>
<u>24.</u>	<u>INFORMATIONS SUR LES ENTREPRISES LIEES AU 31/08/2015.....</u>	<u>21</u>
<u>25.</u>	<u>IMPOTS SUR LES BENEFICES.....</u>	<u>21</u>
<u>26.</u>	<u>ENGAGEMENTS FINANCIERS.....</u>	<u>24</u>
<u>27.</u>	<u>ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE.....</u>	<u>24</u>

Les montants présentés dans l'annexe sociale sont exprimés en milliers d'euros.

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Le 29/10/2015, l'Assemblée Générale Mixte a décidé de transformer la société en société par action simplifiée

Lors de cette même assemblée, la société KOOKAI a fait l'objet d'une réduction de capital pour apurement des pertes futures de 30 031 K€.

Le plan de sauvegarde de l'emploi lancé au cours de l'exercice précédent s'est poursuivi sur la période. Les provisions relatives aux coûts de mise en œuvre de cette restructuration ont été mises à jour à la clôture de l'exercice, comme indiqué dans la note 16 de la présente annexe

Vivarte a annoncé le 30 juin 2016 la mise en vente de la société Kookaï.

2. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 août 2016 sont établis conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 du 05 juin 2014 homologué par arrêté ministériel du 08 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général. Les conventions suivantes ont notamment été respectées :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices

L'enregistrement des éléments inscrits en comptabilité a été pratiqué par référence à la méthode des coûts historiques.

Application du principe de continuité de l'exploitation

Application du principe de continuité de l'exploitation Le Groupe, dont la Société est une filiale, a dû faire face au cours de l'exercice clos au 31 août 2016 à un marché difficile, impacté par les attentats survenus à Paris au cours du mois de novembre 2015 et par des conditions météorologiques défavorables. Dans ce contexte, le groupe a poursuivi les plans de restructuration de certaines sociétés opérationnelles et a lancé des plans d'économies qui ont donné des résultats positifs dès cet exercice.

Le Groupe a également ouvert au cours de l'été 2016 une nouvelle phase de renégociation de sa dette financière avec ses créanciers et a déposé une requête auprès du Tribunal de Commerce de Paris afin que les sociétés Novartex, Novarte et Vivarte (holdings têtes du Groupe) soient placées sous mandat ad hoc. Le 21 juillet 2016, le Président du Tribunal de Commerce de Paris a fait droit à cette demande et a nommé Maître Bourbouloux en qualité de mandataire ad hoc desdites sociétés pour une durée de 4 mois. Au 31 août 2016, le Groupe a respecté l'ensemble des covenants bancaires auxquels il est soumis.

Par ailleurs, au 31 août 2016, le Groupe dispose d'une trésorerie largement supérieure à 300 M€ qui lui permet notamment de financer la Société à travers un financement court terme octroyé par Financière Vivarte (centrale de trésorerie du Groupe) d'une part et un financement moyen terme octroyé par Vivarte (maison mère de la société) par le biais d'emprunts moyen terme, « New Money ».

En conséquence, les comptes annuels de la Société sont arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation au titre de l'exercice clos le 31 août 2016.

Changement d'estimation

L'exercice a vu un changement d'estimation comptable relatif à la modification de calcul de la dépréciation des stocks tel que décrit dans la note 10 de la présente Annexe.

Ce changement d'estimation a eu un impact significatif sur les comptes de l'exercice.

Il est induit par la volonté du Groupe de comptabiliser une dépréciation des stocks davantage en adéquation avec la politique interne de gestion des stocks et de leurs écoulements.

3. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur valeur d'apport ou leur coût d'acquisition.

Concessions, brevets et droits similaires :

- Les marques sont des actifs à durée de vie indéfinie protégés juridiquement et ne donnent donc lieu à aucune constatation d'amortissement.
- Les logiciels sont amortis selon le mode linéaire sur une durée de 2 à 5 ans.

Fonds commercial :

Les montants figurant au bilan se composent de droits au bail de magasins et de fonds de commerce, et/ou autres éléments protégés juridiquement ne donnant lieu à aucune constatation d'amortissements.

Depuis le 1^{er} septembre 2010, les frais d'acquisition (honoraires, droits d'enregistrements, etc.) des droits au bail et fonds de commerce sont intégrés dans le coût d'acquisition de l'immobilisation.

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur valeur d'apport ou leur coût d'acquisition.
Les éléments d'actif immobilisés font l'objet de plans d'amortissements déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens.
Les méthodes et durées pratiquées peuvent être récapitulées comme suit :

Nature	Mode	Durée (années)
Constructions	Linéaire	8 à 20
Sièges	Linéaire	15 à 40
Dépôts	Linéaire	15 à 25
Murs anciens de magasins en périphérie	Linéaire	15 à 25
Murs récents de magasins en périphérie	Linéaire	15 à 40
Murs de magasins centre-ville et Centres commerciaux	Linéaire	15 à 40
Appartements	Linéaire	15 à 50
Usine	Linéaire	15 à 25
Murs hors exploitation	Linéaire	33
Matériel et outillage	Linéaire	5 à 8
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5
Mobilier et matériel de bureau	Linéaire	5 à 10
Agencements et installations	Linéaire	5 à 8

Les immobilisations corporelles appelées à être cédées, font l'objet d'une revue détaillée visant à évaluer leur valeur de marché. Si celle-ci est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée.

5. DEPRECIATION D'ACTIFS IMMOBILISES

Les immobilisations sont soumises à des tests de valeur dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Pour apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait pu perdre de la valeur, l'entreprise considère les indices externes et internes suivants :

Indices externes :

- une diminution de la valeur de marché de l’actif (de façon plus importante que du seul effet attendu du passage du temps ou de l’utilisation normale de l’actif) ;
- des changements importants, ayant un effet négatif sur l’entité, sont intervenus au cours de la période ou surviendront dans un proche avenir, dans l’environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel l’entreprise opère ou auquel l’actif est dévolu ;
- les taux d’intérêts du marché ou autres taux de rendement du marché ont augmenté durant l’exercice et il est probable que ces augmentations diminuent de façon significative les valeurs vénale et/ou d’usage de l’actif.

Indices internes :

- existence d’un indice d’obsolescence ou de dégradation physique d’un actif non prévu par le plan d’amortissement ;
- des changements importants dans le mode d’utilisation de l’actif ;
- des performances de l’actif inférieures aux prévisions ;
- une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la société.

Lorsqu’il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l’actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

- La valeur nette comptable d’une immobilisation correspond à sa valeur brute diminuée, pour des immobilisations amortissables, des amortissements cumulés et des dépréciations déjà comptabilisées.
- La valeur actuelle est une valeur d’estimation qui s’apprécie en fonction du marché et de l’utilité du bien pour la société fondée sur les cash-flows réels et prévisionnels.
- Si la valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est constituée.

6. **AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES**

Les amortissements dérogatoires sont calculés par différence entre l’amortissement fiscal et l’amortissement économique des actifs concernés par cette méthode.

	31/08/2015	DOTATIONS	REPRISES	31/08/2016
Amortissements dérogatoires	486	160	240	406
TOTAL				

7. IMMOBILISATIONS EN CREDIT BAIL

NEANT

8. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Titres de participation

La valeur brute figurant au bilan est le prix d’acquisition des titres (valeur historique), éventuellement majoré des frais d’acquisition sur titres de participation.

La valeur historique des titres de participation est comparée à chaque arrêté à la valeur d’utilité de la filiale ; cette valeur d’utilité est déterminée en fonction d’une analyse multicritère tenant compte notamment des projections de flux de trésorerie futurs et de multiples d’EBITDA ou de la quote-part de capitaux propres réévalués: si cette valeur historique des titres est inférieure à celle-ci alors une dépréciation est constituée.

Au 31 août 2016, l’application de cette méthode a conduit la Société à déprécier les titres de sa filiale allemande à hauteur de 25K€. Le compte courant de la filiale allemande de 1127 K€ est déprécié pour 743 K€ dont dotation de 52 K€ sur l’exercice.

Tableau des filiales et participations (en milliers d’euros)

Dénomination et forme juridique	% de détention	Valeur des titres au 31.08.2016		Prêts et avances	Avals et cautions donnés	Capitaux propres au 31.08.2016 (hors résultat de la période)	Chiffre d’affaires au 31.08.2016	Résultat au 31.08.2016	Dividendes encaissés
		Brute	Nette						
KOOKAI Luxembourg	100%	69	69	0		378	590	1	
KOOKAI Deutschland	100%	25	0	1127		-691	833	-52	
TOTAL		94	69	1 127					

Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont essentiellement constituées de dépôts de garantie.

Leur valorisation est faite au coût historique d'acquisition.

Les autres immobilisations financières sont provisionnées lorsque la situation financière du débiteur laisse apparaître une probabilité de non-recouvrement.

Etat des autres immobilisations financières par échéance (en K€)	Montant brut	1 an au plus	Plus d'un an
Dépôts de garantie	1 562	1 562	
Autres immobilisations financières	2	2	
TOTAL AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 565	1 565	

Actions Propres

NEANT

9. IMMOBILISATIONS MOUVEMENTS DE L'EXERCICE

IMMOBILISATIONS	VAL BRUTE DEBUT EXERCICE	ACQUISITIONS	CESSIONS, MISES HS ET PAR VIREMENTS POSTE A POSTE	VAL BRUTE FIN EXERCICE
INCORPORELLES				
Brevets et marques	943	0	0	943
Logiciels	5 658	195	397	5 455
Fonds de commerce, DAB	43 113	670	6 739	37 043
Immobilisations en cours	0	0	0	0
Acomptes sur immobilisations incorporelles	3	0	0	3
Autres immobilisations incorporelles	23	0	0	23
SOUS TOTAL	49 739	864	7 136	43 467
CORPORELLES				
AAI constructions	25 950	470	10 435	15 985
Matériel et outillage	1 980	0	1 481	499
AAI mobilier	5 638	29	3 921	1 746
Véhicules	0	0	0	0
Matériel de bureau et informatique	9 391	13	1887	7 516
Immobilisations en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes sur immobilisations	0	0	0	0
SOUS TOTAL	42 959	512	17 723	25 747
FINANCIERES				
Titres de participations	594		500	94
Prêts et autres immobilisations financières	1 655	4	95	1 564
SOUS TOTAL	2 249	4	595	1 658
TOTAL	94 947	1 380	25 455	70 872

AMORTISSEMENTS	AMORT. DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS DOTATIONS (*)	DIMUNITIONS, SORTIES ET REPRISES	AMORT. FIN EXERCICE
INCORPORELLES				
DAB et FDC	5 129	6 069	1 751	9 447
Brevets et marques	944	0	0	944
Logiciels	5 430	145	397	5 178
SOUS TOTAL	11 503	6 214	2 148	15 570
CORPORELLES				
AAI constructions	22 952	1 012	10 112	13 852
Matériel et outillage	1 961	13	1 478	495
AAI mobilier	5 392	118	3 938	1 572
Véhicules				
Matériel de bureau et informatique	8 763	293	1 766	7 291
Mobilier				
Avances et acomptes sur immobilisations				
SOUS TOTAL	39 067	1 436	17 294	23 210
TOTAL	50 571	7 651	19 442	38 780

(*) y compris 6 069 M€ de dotation pour dépréciation

10. STOCKS

Valeur brute

Les stocks de marchandises dans les entrepôts et en magasins sont évalués au coût d'acquisition (prix d'achat majoré de frais accessoires).

Des stocks assortis d'une clause de réserve de propriété sont inclus dans la valeur brute des stocks pour un montant de 6 295 K€. Il s'agit essentiellement de commandes pour la collection Automne-Hiver 2016/2017 réceptionnées mais non encore payées aux fournisseurs en date du 31 août 2016, étant précisé que l'essentiel des risques et avantages afférents à ces stocks a bien été transféré à la Société.

Dépréciations

Les fins de série sont dépréciées par voie de provisions en fonction de leur antériorité selon une méthode d'application de taux d'obsolescence par antériorité des collections, différents suivant le niveau de résiduel constaté.

Le montant de la dépréciation des stocks au 31 août 2016 s'élève à 2 265 k€ versus 2 907 k€ au 31 août 2015, intégrant des dépréciations à caractère exceptionnel.

11. OPERATIONS EN DEVISES

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises sont converties sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. En cas de couverture de change, les dettes et créances sont converties au cours de couverture.

L'écart de conversion qui résulte de la valorisation des dettes et créances en devises est inscrit en comptes de régularisation, à l'actif s'il s'agit d'une perte latente et au passif s'il s'agit d'un profit latent. Les pertes latentes non couvertes font l'objet d'une provision pour risques.

12. CREANCES

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Le cas échéant, elles ont été dépréciées sous forme de provisions pour tenir compte des risques de non-recouvrement.

Etat des créances par échéance :

Etat des créances par échéance (en K€)	Montant brut	1 an au plus	Plus d'un an
Créances douteuses ou litigieuses	528	528	
Autres créances clients	3 402	3 402	
Personnel et comptes rattachés	230	230	
Etat – Impôt sur les bénéfices	3 442	3 442	
Etat - Taxe sur la valeur ajoutée	1 097	1 097	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	223	223	
Groupe et associés	1 106	1 106	
Débiteurs divers	2 175	2 175	
Charges constatées d'avance	797	797	
TOTAL CREANCES	13 000	13 000	

Les créances d'exploitation intègrent notamment les conséquences de la mise en place en 2015 d'un gage-espèces pour un montant de 508 K€ dans le cadre de la signature le 17 avril 2014 d'un protocole d'accord intermédiaire, prorogé par avenants successifs, par les principales sociétés opérationnelles du Groupe Vivarte au titre de la sécurisation des lignes d'encours de crédits documentaires.

Etat des Produits à recevoir :

En milliers d'euros	31/08/2016	31/08/2015
Immobilisations financières		
- Créances rattachées à des participations		
- Autres immobilisations financières		
Sous-total		
Créances		
- Factures à établir	674	1 688
- Avoirs non parvenus	460	104
- Remboursements d'assurances		
- Débiteurs divers	1	25
Sous-total	1 135	1 817
TOTAL	1 135	1 817

13. CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	31/08/2016	31/08/2015
Charges d'exploitation	797	1 032
Charges financières		
Total	797	1 032

Les charges constatées d'avance correspondent à des loyers (dont droits d'entrée pour 72 K€ amortis sur la durée du bail) et charges locatives pour 547 K€, et 176 K€ d'autres frais généraux.

14. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Le poste V.M.P. comprend des parts d'OPCVM de trésorerie dont le risque de changement de valeur est négligeable et dont la maturité est de trois mois au plus au moment de leur date d'acquisition

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur historique ou leur valeur d'inventaire si celle-ci est inférieure à la valeur historique.

La valeur d'inventaire est le cours de bourse moyen du mois précédent la clôture pour les sociétés cotés.

15. CAPITAL SOCIAL

Le capital social s'élève à 15 778 milliers d'euros.

Evolution du capital social et des capitaux propres

(En milliers d'euros)

	Capital		Primes, réserves, provisions réglementées
	Nombre d'actions	Montant	
Montant au début de l'exercice	20 091 815	45 809	6 662
Augmentation de capital		(30 031)	
Provisions réglementées			(80)
Résultat de l'exercice			(20 697)
Montant en fin d'exercice		15 778	(14 115)
Total capitaux propres			1 663

Détail des primes, réserves et provisions réglementées

En milliers d'euros	31/08/2016	31/08/2015
Primes d'émission, de fusion, d'apport	35	35
Réserve légale, autres réserves	6 141	6 141
Report à nouveau		
Provisions réglementées	406	486
PRIMES RESERVES ET PROVISIONS REGLEMENTEES	6 582	-9 948

16. PROVISIONS

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	31/08/2015	DOTATIONS	REPRISES	REPRISES UTILISEES	REPRISES NON UTILISEES	31/08/2016
Prov. pour litiges loyers	154	246	115	88	27	285
Prov. pour litiges marques et droits économiques						
Prov. pour litiges prud'homaux	373	130	150	124	26	353
Prov. pour perte de change	0					0
Prov. pensions, obligations simil.	187	40	35	35		193
Autres prov. risques et charges	4 135	428	2 605	2 583	22	1 958
Provisions médailles du travail						
TOTAL	4 850	844	2905	2830	75	2 789
	<i>Exploitation</i>	505	392	364	29	
	<i>Financier</i>					
	<i>Exceptionnel</i>	339	2 513	2 466	46	

Provision pour restructuration

La provision pour restructuration est liée au Plan de Sauvegarde pour l'Emploi lancé au cours de l'exercice précédent ; au 31 août 2016, la provision correspond à la meilleure estimation du coût restant de la restructuration.

Provision Médailles du travail

Les médailles du travail font l'objet d'une évaluation selon une méthode prospective. La valorisation des engagements tient compte notamment de l'ancienneté, de l'espérance de vie, du taux de rotation du personnel, du taux de réclamation ainsi que des hypothèses économiques (taux d'inflation et taux d'actualisation) ; l'âge de départ en retraite retenu est de 65 ans.

Provision Prud'hommes

Tous les dossiers faisant l'objet d'un litige devant les prud'hommes sont recensés et sont provisionnés suivant le risque estimé.

Autres provisions pour risques et charges

Il s'agit principalement de la provision au titre de la situation nette négative de la filiale Kookaï Deutschland pour 52 K€ au 31 août 2016.

Provisions pour cartes de fidélité

Une provision au titre de la carte de fidélité du programme Kookaï est estimée à 262 K€ au 31 août 2016.

Engagements en matière de pensions et indemnités assimilées

Les coûts de prestations de retraite et assimilées (indemnités de départ, compléments de retraite) au bénéfice du personnel actif et retraité, mis à la charge de l'entreprise, sont provisionnés dans les comptes.

Ces différentes prestations font l'objet d'une évaluation actuarielle chaque année, selon une méthode prospective prenant en compte les droits acquis à la clôture de l'exercice.

A l'exception de la part couverte par un contrat d'assurance, les indemnités brutes de départ en retraite sont provisionnées en charges à payer pour un montant de 69 K€. Les charges sociales relatives aux indemnités de départ en retraite sont comptabilisées en provisions pour risques et charges.

En milliers d'euros	31/08/2016	31/08/2015
Valeur actualisée de l'engagement brut	518	504
Provisions pour risques et charges	193	187
Total	711	691

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour le calcul des engagements de retraite sont les suivants :

- Taux moyen de turn-over des 5 dernières années normatives par pôle et par catégorie de personnel
- Table de mortalité : TH/TF 00 – 02
- Taux d'actualisation : 1,5%
- Taux de revalorisation des salaires : 2,00%
- Age de départ à la retraite : 65 ans pour toutes les catégories socio-professionnelles
- Mode de départ à la retraite : départ volontaire

Le coût des services rendus est comptabilisé en résultat d'exploitation en charges pour 61 K€, la composante financière (coût actuariel et produit de rendement attendu des actifs de régime) est présentée en résultat financier en charges pour 145 K€.

17. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

En milliers d'euros	EMPRUNTS ET DETTES			
	AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT		DIVERS	
	31/08/2016	31/08/2015	31/08/2016	31/08/2015
A moins de 1 an	9	10	16 920	424
de 1 à 5 ans			17 287	17 472
Plus de 5 ans				
TOTAL	9	10	34 207	17 896

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	

18. DETTES D'EXPLOITATION ET DIVERS

Les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale. Les charges fiscales et sociales sur indemnités de congés payés sont rattachées aux dettes fiscales et sociales.

Etat des dettes par échéance	Montant brut	1 an au plus	Plus d'un an et 5 ans au plus	Plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	8 540	8 540		
Fournisseurs - Effets à payer	239	239		
Personnel et comptes rattachés	910	910		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 024	1 024		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 039	1 039		
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	796	796		
Dettes immobilisations et comptes rattachés	329	329		
Groupe et associés				
Autres dettes	4 110	4 110		
Produits constatés d'avance				
TOTAL DETTES	16 986	16 986		

Charges à payer

En milliers d'euros	31/08/2016	31/08/2015
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9	10
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	3 486	9 742
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	304	34
Dettes fiscales et sociales	2 024	2 576
Autres dettes	3 712	6 032
TOTAL	9 535	18 394

Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes s'élèvent à 75 keuros pour l'exercice 2015/2016 versus 80 keuros en 2014/2015.

Produits constatés d'avance

NEANT

19. PRODUITS DES ACTIVITES COURANTES

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est présenté hors taxe, net des commissions des grands magasins et des rabais, remises, ristournes accordés.

Ventilation du chiffre d'affaires

CA en milliers d'euros	31/08/2016			31/08/2015		
	France	Export	Total	France	Export	Total
Ventes de marchandises	52 266	8 822	61 088	57 926	13 070	70 996
Prestations de services et divers	1 265	68	1 333	1 203	313	1 516
Total	53 531	8 890	62 421	59 129	13 383	72 512

Transferts de charges

En milliers d'euros	31/08/2016	31/08/2015
Sinistre sur stocks	0	0
Charges de personnel et transactions	2863	381
Achats externes	61	106
Indemnités d'assurance		25
Créances irrécouvrables		
Honoraires	-50	-335
Stocks Matières premières		229
Autres	1725	97
TOTAL	4 599	503

Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation représentent 2 151 K€ sur l'exercice.
Ils correspondent principalement à la redevance brevet et marques versée par Magi, Montres Ambre, CEC, La Halle et Steffi Lingerie pour les chaussures/vêtements griffées Kookaï pour 242 K€.

20. PERSONNEL

Effectif moyen de l'exercice

CATEGORIE	31/08/2016	31/08/2015
Cadres	125	148
Assimilés cadres	108	122
Employés	247	290
Ouvriers		
Stagiaire	13	13
Total	494	574

Engagements en matière de droit individuel à la formation

La loi du 5 mars 2014 relative à la formation met en œuvre le compte personnel de formation (CPF) qui remplace le DIF à compter du 1er janvier 2015.

Le compteur des heures du CPF est individualisé et accessible sur le site www.moncompteformation.gouv.fr/.

Rémunérations des organes d'administration et de direction

NEANT

21. RESULTAT FINANCIER

En milliers d'euros	31/08/2016	31/08/2015
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	60	7
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0
Différences positives de change	185	72
Produits nets de cession des valeurs mobilières	0	0
Sous-total produits	245	79
Dotations financières aux amortissements et provisions	40	8
Intérêts et charges assimilées	1 674	2 685
Différences négatives de change	122	32
Charges nettes sur cessions de VMP		
Sous-total charges	1 836	2 724
RESULTAT FINANCIER	-1 591	-2 644

22. RESULTAT EXCEPTIONNEL

En milliers d'euros	31/08/2016	31/08/2015
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	7	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	4 299	2 232
Reprises sur provisions et transferts de charges	6 162	6 650
Sous-total produits	10 468	8 882
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	6 535	4 737
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	8 831	6 635
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	6 706	9 236
Sous-total charges	22 072	20 608
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-11 604	-11 726

Le résultat exceptionnel est constitué essentiellement :

- Résultat cession sur actifs : (Prix de cession + 4 299 K€, VNC -8 331 K€),
- Des frais de restructuration de personnel (- 190 K€ de charges), (dotation -22 K€),(reprise 88 K€)
- De reprise de titres de la liquidation Kookaï Italie (+500 K€ de reprise),
- De dépréciations de fonds de commerce et droits au bail : (-6 069 K€), (reprise 1 751 K€)
- De subvention dans le cadre de la politique de prix de transfert (-2 013 K€)
- De frais liés à la fermeture de magasins (- 886 K€),
- De Stock produits arrêtés, (charges -457 K€),(reprise 404 K€), (dotation -53 K€)
- De l'impact de la variation des amortissements dérogatoires (+80 K€)
- Des coûts de restructurations liés au Plan de Sauvegarde de l'Emploi, charges (-2 011 K€),
- Des coûts de restructurations liés au déménagement du siège (-1 428 K€),

23. CONSOLIDATION

Les comptes de la société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés de :

NOVARTEX SAS au capital de 2 222 432 595 euros ayant son siège social 28 avenue de Flandre, 75949 PARIS Cedex 19.

24. INFORMATIONS SUR LES ENTREPRISES LIEES AU 31/08/2016

(En milliers d'euros)

POSTES	MONTANTS CONCERNANT LES ENTREPRISES	
	LIEES	AVEC LESQUELLES LA SOCIETE A UN LIEN DE PARTICIPATION
Avances et acomptes sur les immobilisations		
Participations	94	
Créances rattachées à des participations		
Prêts - Dépôts et cautionnements versés		
Avances et acomptes versés sur commandes (actif circulant)		
Créances clients et comptes rattachés	2 007	
Autres créances	1	
Compte Courant - Actif	1 127	
Capital souscrit appelé non versé		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	561	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Dettes fiscales et sociales		
Autres dettes	3 856	
Compte Courant - Passif	16 527	
Produits de participation		
Autres produits financiers	3	
Charges financières	1 286	

Les transactions entre les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché. A ce titre, elles ne nécessitent pas d'informations complémentaires visées à l'article R. 123-198 11 du code de commerce.

25. IMPOTS SUR LES BENEFICES

Aux termes d'une convention spécialement conclue à cet effet, la société KOOKAI S.A. est intégrée fiscalement dans le périmètre de la société Novartex.

A ce titre, KOOKAI S.A. doit acquitter annuellement à la société tête de groupe une somme égale au montant de l'impôt sur les sociétés dont elle aurait été normalement redevable si elle n'avait pas fait partie du groupe intégré.

Les incidences sur l'impôt sur les sociétés sont les suivantes :

- Différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt pour le paiement duquel la société est solidaire : NEANT
- Différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt qui aurait été supporté par la société en l'absence d'intégration fiscale : NEANT
- Report en arrière des déficits : NEANT
- Impôt correspondant : NEANT
- Cumul des déficits reportables : NEANT
- Cumul des ARD : NEANT

CICE

« Conformément à la 3ème loi de finances rectificatrice pour 2012, la société KOOKAI bénéficie du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE).

En accord avec les textes en vigueur, la société a opté pour une présentation du produit à recevoir au titre du CICE en minoration de l'impôt sur les sociétés.

Le CICE a été utilisé conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du CGI, et a contribué aux efforts entrepris par la Société en matière d'avantages au personnel et d'investissement.

Le produit à recevoir comptabilisé au titres des rémunérations éligibles et versées depuis le 1er septembre 2014 s'élève à 2 160 K€ dans les comptes de la société au 31 août 2016 ».

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

En milliers d'euros	Résultat Courant	Résultat Exceptionnel	Participation	TOTAL
Résultat avant impôt	-9 594	-11 604	-87	-21 285
Réintégrations	2 769	6 622	122	9 513
Déductions	-873	-3 448	-144	-4 465
TOTAL	-7 698	-8 430	-109	-16 237
Impôt				
Contribution additionnelle				
Crédits d'impôt	588			588
Impôt sur les sociétés	588	0	0	588

Risques fiscaux

La société ne fait l'objet d'aucune vérification fiscale.

Situation fiscale latente ou différée

VARIATION DES BASES D'IMPÔTS DIFFÈRES OU LATENTS (en milliers d'euros)						
	DÉBUT EXERCICE		VARIATIONS		FIN EXERCICE	
	ACTIF	PASSIF	ACTIF	PASSIF	ACTIF	PASSIF
I. DECALAGES CERTAINS OU ÉVENTUELS						
1. Provisions réglementées Amortissements dérogatoires		486		-80		406
2. Subventions d'investissement						
3. Charges non déductibles temporairement						
31. A déduire l'année suivante						
Participation des salariés		143		-22		121
Autres		237		-35		202
32. A déduire ultérieurement						
Provision pour retraite		305		-95		210
Autres						
4. Produits non taxables temporairement Plus values en sursis d'imposition	4 132			-2 111	2 021	
5. Charges déduites (ou produits imposés) fiscalement et non encore comptabilisées						
TOTAL	4 132	1 171		-2 343	2 021	939
II. ÉLÉMENTS A IMPUTER						
1. Déficits reportables	74 270		15 867		90 137	
2. Amortissements différés						
3. Moins values à long terme						
4. Autres						
III. ÉLÉMENTS DE TAXATION ÉVENTUELLE						

26. ENGAGEMENTS FINANCIERS

Devises

L'engagement d'achats de devises au 31/08/2016 auprès de Financière Vivarte (société du groupe Novartex) représente 6 971 K US \$ soit 6 401 K EUROS (au cours de couverture).

Cautions bancaires reçues (en milliers d'euros)

BANQUES	ENCOURS BAUX	ENCOURS DOUANES	GARANTIES A 1ERE DEMANDE
TOTAL	705	2 500	

Crédits documentaires

- Engagements en faveur de nos fournisseurs au 31/08/2016 en matière de crédits documentaires : 5 418 K€.
- Engagements en faveur de nos clients au 31/08/2016 en matière de crédits documentaires : 53 K€.
- Le 05 novembre 2015, l'Associé Unique a autorisé la signature par la Société du protocole d'accord valant avenant n°4 du protocole d'accord intermédiaire du 17 avril 2014, au titre de la sécurisation des lignes d'encours de crédits documentaires, ainsi que l'avenant n°2 de la convention de gage-espèces associée. Cette convention prévoit notamment la mise en place d'un gage-espèces, comme indiqué à la note 12 « Créances », afin de garantir les propres obligations de la Société au titre des lignes Crédoc consenties, ainsi que les obligations des autres filiales du Groupe parties prenantes au protocole au titre des lignes Crédoc qui leur sont consenties, dans le cadre de la mutualisation des sommes gagées.

27. ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE

KOOKAI

Société par Actions Simplifiée
Au capital de 15 778 194 euros
Siège social : 6/10 boulevard Foch – 93800 Epinay-sur-Seine
399 292 994 RCS BOBIGNY
« la Société »

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 14 DECEMBRE 2016

L'an deux mille seize,
Le quatorze décembre,
A 10 heures,

Au 27/29 quai de la Seine • 75019 PARIS,

La Société VIVARTE, société par actions simplifiée, au capital de 709 202 230 euros, ayant son siège social 28 avenue de Flandre – 75019 PARIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 308 449 024, représentée par son Président NOVARTEX, elle-même représentée par Monsieur Jean Jacques DOEBLIN,

Agissant en qualité d'associée unique (l'« Associé Unique ») de la Société KOOKAI.

.../...

DEUXIEME RESOLUTION – Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Président, décide d'affecter le résultat déficitaire de l'exercice d'un montant de (20 697 253,99) euros comme suit :

Au compte « réserve indisponible » pour un montant de :	4 967 165,13 euros
Le solde, au compte « report à nouveau » pour :	15 730 088,86 euros

Après affectation, le compte « réserve indisponible » sera ramené à 0 et le compte « report à nouveau » sera débiteur d'un montant de (15 730 088,96) euros.

L'Assemblée Générale prend acte qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes au cours des trois derniers exercices.

Cette résolution est adoptée par l'Assemblée Générale

.../...

CINQUIEME RESOLUTION – Pouvoirs pour les formalités légales

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour accomplir toutes formalités qui seront nécessaires.

Cette résolution est adoptée par l'Assemblée Générale

Extrait certifié conforme par le Président, Fabio LUXI

